

# Conclusions 2018 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

## Madagascar

En 2018, Madagascar a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a adopté un nouveau décret rendant la législation sur le travail des enfants plus exhaustive et approuvé la ratification de la Convention n° 189 de l'Organisation internationale du travail sur les travailleuses et travailleurs domestiques et le Protocole n° 29 de 2014 relatif à la Convention sur le travail forcé. Le gouvernement a également travaillé en partenariat avec des organisations externes pour sensibiliser au travail des enfants et renforcer l'application de la législation en la matière dans les régions isolées. En outre, le gouvernement a poursuivi sa participation à plusieurs programmes ciblant les pires formes de travail des enfants, notamment l'élargissement d'un programme de transferts de liquidités dont profiteront 65 000 ménages de sept régions malgaches. Toutefois, à Madagascar, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans l'exploitation sexuelle commerciale et l'extraction minière. Des enfants font aussi des travaux dangereux dans le secteur de l'agriculture, notamment dans la production de la vanille. Si, au cours de la période visée par le présent rapport, le gouvernement a fourni des efforts appréciables dans tous les domaines pertinents, il n'a cependant pas appliqué de sanctions en cas d'infractions liées aux pires formes de travail des enfants. De plus, les ressources limitées consacrées à l'application de la législation sur le travail des enfants entravent les efforts du gouvernement visant à les protéger des pires formes de travail des enfants, et les programmes sociaux de lutte contre ce problème sont insuffisants pour bien s'y attaquer dans sa totalité.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants à Madagascar sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Application	Veiller à ce que le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2015 – 2018
	Autoriser l'Inspection du travail à imposer des sanctions.	2018
	Veiller à ce que les responsables de l'application du droit du travail et du droit pénal reçoivent un financement et une formation adéquats pour faire respecter la législation sur le travail des enfants comme il se doit, y compris dans les zones rurales.	2009 – 2018
	Publier des informations sur les efforts de répression	2013 – 2018

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	du travail des enfants, notamment le financement de l'Inspection du travail, le nombre d'inspections du travail effectuées, d'infractions constatées et de sanctions imposées, ainsi que de poursuites engagées au pénal et de condamnations obtenues.	
	Veiller au bon fonctionnement des bases de données existantes pour recueillir des données sur l'application des lois relatives au travail des enfants, notamment en assurant un financement adéquat.	2009 – 2018
	Disséminer des informations sur le nouveau décret d'élargissement de la liste des emplois dangereux pour les enfants et le faire appliquer.	2018
Coordination	Veiller à ce que le Comité national de lutte contre le travail des enfants, les Comités régionaux de lutte contre le travail des enfants et le Bureau national de lutte contre la traite des êtres humains reçoivent des fonds adéquats pour fonctionner et coordonner avec efficacité leurs actions afin de s'acquitter de leurs missions.	2014 – 2018
Politiques gouvernementales	Veiller à ce qu'il y ait un financement approprié pour assurer la mise en œuvre du plan d'action national de lutte contre la traite des personnes.	2016 – 2018
Programmes sociaux	Renforcer les initiatives visant à supprimer les obstacles et à permettre à tous les enfants, y compris ceux des communautés rurales, de recevoir une éducation en éliminant les frais liés à la scolarité et aux fournitures scolaires, en augmentant les infrastructures et les services de transport scolaires, en embauchant des enseignants suffisamment qualifiés et en assurant la sécurité des enfants à l'école.	2011 – 2018
	Veiller à ce que les systèmes de protection sociale aient un financement et un personnel suffisants pour fournir les services appropriés aux victimes des pires formes de travail des enfants.	2014 – 2018
	Développer la portée des programmes de lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture et contre les pires formes de travail des enfants dans l'agriculture, l'exploitation sexuelle commerciale, le travail	2014 – 2018

<b>Domaine</b>	<b>Mesure proposée</b>	<b>Année(s) où elle a été proposée</b>
	domestique et l'extraction minière.	